La stratégie de contre-insurrection en Algérie : un point de vue français

Lieutenant Colonel Philippe François, Infanterie de marine française

(Photo AP)

Les troupes françaises encerclent la tristement célèbre Casbah d'Alger, un quartier arabe surpeuplé vieux de 400 ans, le 27 mai 1956, en Algérie, avant un raid surprise de 18 heures qui leur permis de trouver un butin militaire important. Les 7 500 hommes qui prirent part à ce raid, dont 1 500 policiers des forces spéciales, interpellèrent 4 480 Arabes, dont 522 furent mis en détention comme « super suspects ».

Le FLN (Front de Libération Nationale) estimait en 1962, au bout de près de huit ans de révolution, que 300 000 personnes étaient mortes de causes associées à la guerre. Plus tard, les sources algériennes ont modifié ce chiffre et ont annoncé approximativement 1,5 million de morts, alors que les responsables français estimaient que 350 000 personnes était décédées du fait de la guerre. Les autorités militaires françaises annoncèrent près de 18 000 soldats tués (6 000 décès ayant été sans rapport direct avec les combats) et 65 000 blessés. Il y eut plus de 10 000 victimes civiles européennes (dont 3 000 morts), conséquence de 42 000 actes terroristes enregistrés officiellement. Selon les chiffres des autorités françaises, les forces de sécurité tuèrent 141 000 combattants rebelles, et plus de 12 000 Algériens trouvèrent la mort lors de purges internes au FLN pendant la guerre. En plus de cela, 5 000 personnes furent tuées lors des « guerres des cafés » en France entre le FLN et des groupements algériens rivaux. Les sources françaises estimèrent également que 70 000 civils musulmans furent tués, ou kidnappés et probablement assassinés, par le FLN.[1]

—Library of Congress, Étude de pays sur l'Algérie

L'UNE DES PÉRIODES caractérisées par le plus de dissensions internes pendant l'histoire française récente a été celle de la guerre menée par la France (1954-1962) pour conserver le contrôle de ce qui était alors appelé l'Algérie française. La guerre d'Algérie offre une étude de cas d'une richesse exceptionnelle en ce qui concerne une insurrection. Elle contient des leçons de grande valeur sur la dynamique de contre-insurrection ainsi que sur les conflits internationaux causés par un mécontentement idéologique, politique ou culturel.

L'établissement de comparaisons entre la guerre d'Algérie et le conflit irakien est tentant du point de vue de la contre-insurrection, mais il convient de faire preuve d'une grande prudence. La conduite d'une campagne contre une insurrection n'est pas comme la cuisine ; les leçons tirées d'un conflit ne se traduisent pas automatiquement en recettes pour résoudre un autre conflit. De nombreux analystes au sein

---

Le Lieutenant-colonel Philippe François dirige le Service d'application des leçons apprises du Centre français de doctrine et d'application des leçons apprises. Il est diplômé de l'École militaire de Saint-Cyr et de l'École supérieure de Guerre. Il a pris part à de nombreuses opérations des troupes de marines française.

des forces armées françaises considèrent la guerre d'Algérie comme un succès opérationnel et tactique – et comme un échec stratégique et politique, parlant même d'une débâcle qui a eu des conséquences immédiates dévastatrices pour la France et des effets néfastes à long terme pour l'armée française.

Historique et contexte de la guerre

Il est difficile de décrire de façon adéquate la profondeur des sentiments que les Français avaient jadis envers l'Algérie coloniale. La relation de la France avec l'Algérie en tant que colonie était unique. Située juste de l'autre côté de la Méditerranée par rapport à la France, l'Algérie était la partie non continentale de l'Empire français qui était la plus proche de la métropole. Les communications et les déplacements étaient beaucoup plus faciles et beaucoup plus nombreux qu'avec les autres avant-postes coloniaux. La France et l'Algérie était plus interdépendantes sur le plan économique, et certains secteurs de la société algérienne s'identifiaient eux-mêmes avec la France sur les plans culturel et politique. L'Algérie était plus qu'une simple colonie pour les Français. L'Algérie faisait partie intégrante du territoire français ; l'exploitation économique du territoire n'était pas le seul enjeu pour la France. Environ un million de citoyens français d'origine européenne vivaient en Algérie. Un Algérien sur neuf était un descendant de colons français et considérait l'Algérie comme une partie de la France – et comme le pays de ses ancêtres. La plupart des Français vivant en Algérie voyaient l'Algérie de la façon dont les citoyens américains habitant des endroits tels que Porto Rico ou Guam (ou en Alaska et à Hawaii avant que ces territoires ne deviennent des États de l'Union) voyaient ces endroits – des territoires faisant légitimement partie de la mère patrie.

Avant l'arrivée des Français, il n'existait pas de pays correspondant à l'Algérie en Afrique du Nord. Les Français créèrent l'Algérie en incorporant une collection de cités-États indépendants, de ports commerciaux autonomes et de zones tribales afin de former une seule entité politique et économique. En fait, c'est la Guerre d'Algérie qui unifia ces populations éparses pour former la nation algérienne, de la même façon que la Guerre d'indépendance des colonies américaines de l'Angleterre donna naissance aux États-Unis d'Amérique.

L'origine de l'Algérie et la nature de ses relations avec la France ont rendu ce conflit, qui dura de 1954 à 1962 particulièrement déchirant pour la conscience collective française. La Guerre d'Algérie a opposé des populations autochtones nord-africaines rebelles qui voulaient obtenir l'indépendance à des Français d'Algérie jusqu'au-boutistes qui étaient déterminés à saboter tous les efforts visant à leur accorder l'indépendance. Les Français quittèrent l'Algérie dans des circonstances que l'armée estima humiliantes et dégradantes – et sans que, selon elle, un tel retrait ait vraiment été nécessaire.

La guerre provoqua des divisions nationales et des troubles civils en France, et l'issue du conflit cause toujours des tensions jusqu'à aujourd'hui de temps en temps. Il existe encore un certain ressentiment pour ce que certains Français considèrent comme une perte d'une partie légitime du territoire français qui aurait pu être évitée, et le conflit continue à influencer les relations entre la France et l'Algérie.

De nombreux analystes au sein des forces armées françaises considèrent la guerre d'Algérie comme un succès opérationnel et tactique – et comme un échec stratégique et politique…

Cette histoire tragique est en partie la conséquence de la façon dont l'armée française décida de lutter contre l'insurrection algérienne. Estimant qu'elle n'avait pas d'autre choix, l'armée prit des mesures draconiennes – dont certaines, avec le recul, semblent avoir été d'une brutalité qui n'était pas nécessaire. En outre, des

officiers de haut niveau de l'armée française se révoltèrent ouvertement contre les dirigeants civils élus de la République, déshonorant ainsi l'armée française.

Le défi lancé par l'armée aux autorités civiles françaises est intervenu après une longue période de conflit acharné en Algérie, alors que de nombreux officiers étaient persuadés que la France avait gagné la guerre malgré nombreuses de pertes. Ils furent choqués, dégoûtés et outragés d'apprendre que la France avait décidé d'accorder à l'Algérie son indépendance en dépit du fait que l'armée française était parvenue à mater les rebelles algériens. Certains d'entre eux considérèrent cette décision comme une trahison. Cette décision eut des conséquences terribles pour les citoyens français qui avaient eu confiance jusque là dans le Gouvernement et dans l'armée. Plus d'un million de réfugiés franco-algériens furent forcés de quitter la terre où ils étaient nés et de se réfugier en France après les accords d'indépendance de l'Algérie.

Le mécontentement engendré par ces développements causa une tentative d'assassinat d'un Président français et deux tentatives de putsch contre un Gouvernement que beaucoup au sein de l'armée considéraient comme anti-français et illégitime. Ironiquement, les dirigeants civils et militaires français auraient pu tirer beaucoup de leçons utiles du conflit, mais ils ne le firent pas. De façon lamentable, bien que cela puisse se comprendre, l'armée française choisit d'entrer dans une phase d'amnésie collective de 40 ans au sujet des événements d'Algérie, et le nombre des personnes étudiant le rôle de la France en Algérie déclina très vite.

Beaucoup plus tard, le besoin d'appliquer des techniques efficaces dans la lutte contre des insurrections en Irak et en Afghanistan, en Afrique, en Asie centrale et en Extrême-Orient entraîna un regain d'intérêt pour les leçons des insurrections du passé. Des spécialistes des administrations américaines concernées ont étudié et analysé la guerre d'Algérie, mais le nombre extrêmement réduit de commentaires français à ce sujet continue à entraver les efforts de compréhension des leçons pouvant être tirées de cette expérience.

La France en Afrique du Nord. Après la destruction de Carthage par Rome en 146 avant notre ère, les Romains furent parmi les premiers Européens à entrer en contact avec les Berbères qui habitaient ce qui est maintenant l'Algérie. Les Romains refoulèrent les Berbères vers l'intérieur des terres afin de faire de la place pour la colonisation romaine du littoral nord-africain. La Chrétienté arriva dans cette région au deuxième siècle de notre ère, et à la fin du quatrième siècle la plupart des Berbères s'y étaient convertis. Au cinquième siècle, les Vandales conquirent et colonisèrent la même région littorale. L'influence chrétienne sur les Berbères ne fut pas de très longue durée. Des expéditions militaires arabes balayèrent toute la région au septième siècle, introduisant l'Islam et la langue arabe. Cette région allait être appelée plus tard les États barbaresques. La population habitait dans des centres de commerce urbains, dans les zones tribales de l'arrière-pays et dans des enclaves contrôlées par des pirates ou des corsaires dont le gagne-pain consistait à faire des raids sur des navires marchands naviguant au large, en Méditerranée.

Les frontières modernes de l'Algérie commencèrent à prendre forme en 1830, lorsque le Gouvernement français entreprit d'exercer un contrôle politique sur les avant-postes militaires et commerciaux, et sur une région croissante colonisée par des *pieds noirs* (ainsi nommés parce qu'ils portaient des chaussures noires) européens, essentiellement français, qui y prospérèrent grâce à leurs compétences agricoles et leur expérience commerciale. Pour y soutenir la croissance de l'agriculture et du commerce, la France organisa la région en « départements d'outre-mer » au sein de la République française. La région septentrionale de l'Algérie fut même largement représentée dans l'Assemblée nationale française.

En 1848, la France avait réussi à placer presque tout le nord de l'Algérie sous son contrôle politique et économique. La Deuxième République (dont le Président était Louis-Napoléon Bonaparte) déclara alors que les régions colonisées feraient désormais partie intégrante de la France. À la suite de cette déclaration, Alger, Oran et Constantine devinrent des territoires civils français et des unités administratives sous le contrôle d'un gouvernement civil. À la suite de cette décision, les chefs autochtones de la

région furent soit marginalisés, soit éliminés, et le système éducatif existant fut supprimé.

L'administration française de la Deuxième République affirma que les Musulmans et les Juifs qui constituaient la population indigène de l'Algérie étaient des ressortissants, mais pas des citoyens, français. Pendant la période du Second Empire français, les Juifs résidant en Algérie, qui s'étaient montrés plus favorables à la colonisation française, reçurent le statut de citoyens français, avec tous les droits que ce statut conférait. En 1865, Napoléon III offrit aussi la citoyenneté française aux habitants de confession musulmane – à condition qu'ils renoncent à l'application de la sharia (le Droit musulman). Étant donné que la plupart des 8,4 millions de Berbères et d'Arabes musulmans qui vivaient sur le territoire considéraient qu'une telle action serait équivalente à un acte d'apostasie, peu d'entre eux sollicitèrent le bénéfice de la citoyenneté.

La conséquence pratique de ces actions allait être un mécontentement qui finit par se généraliser au sein de la population musulmane quant à ce que la majorité de cette population considérait comme une occupation française illégitime. Ironiquement, une telle désaffection se généralisa en conséquence de l'exposition à la culture et à l'éducation françaises, qui popularisa les idéaux d'égalité entre les hommes et de droit inaliénable à la liberté. Parallèlement à l'humiliation ressentie quotidiennement qui accompagnait l'absence de droits civiques, cette période fut caractérisée par une expansion économique considérable, le développement de l'infrastructure et la formation de nouvelles classes sociales musulmanes partiellement conséquence de la dissémination des idées françaises faisant la promotion des droits de l'homme universels et de l'indépendance politique. Cette dissonance contribua à créer une identité nationale algérienne distincte.

Pendant les premières décennies du 20e siècle, l'administration française répondit aux protestations politiques de la population musulmane et au sentiment nationaliste algérien qui commençait à apparaître en promulguant des lois limitant le droit de protestation et la liberté d'expression. Cette réaction alla à l'encontre du but recherché et eut même exactement l'effet opposé à ce que les Français voulaient accomplir. Néanmoins, quand la Deuxième Guerre mondiale commença, de nombreux Musulmans algériens se rallièrent à la République française.

En mars 1943, le dirigeant musulman Ferhat Abbas utilisa l'argument de la loyauté des Musulmans en temps de guerre pour demander à la France de leur accorder des droits politiques. Son « Manifeste du peuple algérien » réclamait qu'une Constitution algérienne garantisse aux Musulmans l'égalité face à la loi ainsi que le droit de participer aux élections en Algérie.

Le Gouvernement français répondit à ce manifeste en 1944 en proposant lui-même une réforme qui garantirait la nationalité française avec tous les droits y afférents à certains Musulmans sur la base d'un système d'évaluation en fonction du mérite. La communauté musulmane rejeta avec mépris cette offre de réforme pour plusieurs raisons : l'une des plus importantes étant le fait qu'elle ne permettrait qu'à un nombre relativement faible de Musulmans d'avoir immédiatement droit à la citoyenneté. Le 8 mai 1945, quand une manifestation en faveur de l'indépendance tourna à la violence, l'armée et la police françaises réagirent avec une force extrême pour rétablir l'ordre. Elle arrêta les dirigeants du mouvement de protestation et ferma les centres utilisés pour organiser des protestations. Pendant les actions qui s'ensuivirent, une centaine d'Européens et 15 000 Algériens de confession musulmane trouvèrent la mort.

La répression sanglante de la protestation produisit une accalmie précaire de neuf ans, suspendant provisoirement les manifestations publiques d'hostilité au Gouvernement, mais elle marqua également un tournant important dans les attitudes de nombreux activistes musulmans. Ceux-ci cessèrent de croire que des manifestations ou protestations pacifiques pourraient avoir un impact sur les autorités et produire un changement des politiques françaises. De plus, les Français ne firent rien pour changer le statut civique des Musulmans algériens.

Le Gouvernement français compliqua encore davantage le problème en axant ses politiques sur la reconstruction de la métropole après la dévastation et les perturbations de la Deuxième

Guerre mondiale, en entamant un processus de modernisation qui avait été remis à plus tard pendants plusieurs décennies. La Quatrième République française, un régime politique instable, lança avec succès divers projets de modernisation mais il se montra incapable de gérer efficacement des situations urgentes comme les crises coloniales. La faiblesse du Gouvernement fut compliquée par le retour en France de ses soldats qui avaient fait la guerre en Indochine et y avaient connu la défaite. Conscients du fait qu'ils avaient abandonné un grand nombre de loyalistes vietnamiens, les condamnant ainsi à des punitions graves, ou même à la mort, aux mains des membres du Vietminh, les soldats français considéraient le retrait du Vietnam comme une tache sur leur honneur. Pleins d'amertume, de nombreux officiers aussi bien que simples soldats de l'armée française proclamèrent qu'aucune expérience de ce type ne se produirait plus jamais dans l'empire colonial français de leur vivant.

Toutefois, le peuple français dans son ensemble ne partageait pas cette résolution profonde. La Deuxième Guerre mondiale et la guerre d'Indochine avaient rendu la majorité des Français indifférents à la situation en Algérie. L'envoi de conscrits à la bataille et à la mort dans ce que la plupart des gens considéraient être une autre guerre étrangère sans issue allait se montrer une politique très impopulaire. Le manque de soutien de la population pour la conduite d'opérations militaires dans le but de conserver des colonies lointaines reflétait d'ailleurs le retournement de l'opinion internationale ; la colonisation n'avait plus la cote dans le reste du monde. La communauté internationale était unifiée dans la pression qu'elle exerçait contre les pays qui s'efforçaient encore de conserver leurs dernières colonies. Les deux principales grandes puissances qui avaient fait leur apparition sur la scène mondiale après la Deuxième Guerre mondiale – les États-Unis et l'Union soviétique – s'étaient toutes les deux posées en champions de la décolonisation et des mouvements indépendantistes, même si c'était pour des raisons stratégiques tout à fait différentes.

La souveraineté française sur l'Algérie devint encore plus problématique lorsque les deux pays voisins de l'Algérie, le Maroc et la Tunisie, devinrent indépendants. L'exemple de voisins très proches qui venaient d'obtenir leur indépendance fournit une raison de plus pour motiver les Algériens à rechercher leur propre indépendance par tous les moyens nécessaires, y compris l'organisation d'une insurrection armée et le terrorisme. En 1954, un million de Français d'Algérie d'origine européenne vivaient en Algérie au milieu de 8,4 millions de « semi-citoyens », qui acceptaient mal cette situation. Cet ensemble de circonstances fournit un terrain propice pour la guerre ouverte qui allait faire éruption.

Le Front de Libération Nationale et l'Armée de Libération Nationale

Plusieurs mouvements d'opposition autochtones apparurent en réaction contre l'intransigeance française et le refus de l'octroi de la citoyenneté aux Musulmans. Ils furent relativement mal organisés à l'origine, et leurs efforts ne furent guère productifs jusqu'au moment où une organisation englobant l'ensemble de ces divers mouvements qui prit le nom de Front de Libération Nationale (FLN) se constitua, le 1er novembre 1954. Le FLN regroupa la plupart des groupes d'insurgés et d'activistes en une seule organisation unifiée pour protester contre les injustices sociales et politiques, la pauvreté dans laquelle vivait la majorité de la population musulmane et l'insuffisance des services sociaux, ainsi que l'ignorance délibérée du rôle de la religion comme caractéristique d'identité nationale, sinon comme source de droit pour la gouvernance du pays.[2]

Le FLN commença ses activités en tant qu'organisation secrète influencée par des mouvements indépendantistes anticoloniaux émergents. Malgré le fait qu'il n'ait pas été une organisation communiste à proprement parler, le FLN se montra adepte à tirer les leçons de la lutte victorieuse du Vietminh. Bien qu'il ait tiré le meilleur parti possible de l'expérience des anciens combattants algériens musulmans qui avaient servi dans l'armée française en Indochine, le FLN était avant tout un mouvement nationaliste influencé dans une large mesure

par le Président égyptien Gamal Abdel Nasser, le dirigeant politique le plus charismatique en Afrique du Nord à l'époque.

Malgré tout, le soutien du FLN dans la population musulmane algérienne était toujours très limité en raison de la brutalité avec laquelle il poursuivait son objectif. Les personnes persécutées et les pauvres qui souffraient le plus des actions terroristes menées parfois sans aucun discernement détestaient le FLN. Celui-ci avait également engagé de nombreux criminels de droit commun sur la base de leurs talents pour exécuter des actions secrètes. Leur malhonnêteté et leur brutalité portèrent ombrage à la réputation du FLN. Néanmoins, ce dernier parvint progressivement à orchestrer la plupart des activités politiques et coercitives des insurgés.

Pour diriger le mouvement, le FLN organisa un gouvernement provisoire consistant en un comité directeur de cinq membres et un organe législatif. Le FLN se fixa deux objectifs – l'indépendance de l'Algérie et l'égalité pour tous. Il divisa l'Algérie en huit *wilayas* (régions), organisa la résistance et posa les fondations pour une future administration postcoloniale. Sa principale ligne stratégique d'opération consistait à entreprendre des actions conçues pour attirer l'attention mondiale afin d'obtenir la sympathie de l'opinion internationale pour sa cause et pour faire pression sur le Gouvernement français. Le FLN utilisa des tracts, des articles dans les journaux, une radio libre et des opérations psychologiques pour contrôler la population ; il conduisit des activités de guérilla pour contrôler les zones rurales ; et il lança des actions terroristes pour intimider les populations afin de les forcer à coopérer et de miner la confiance en le pouvoir des autorités françaises de contrôler la situation. Il infiltra clandestinement des partis démocratiques pour accroître son contrôle de la population. Les autorités sous-estimèrent son influence.

En 1954, un million de Français d'Algérie d'origine européenne vivaient en Algérie au milieu de 8,4 millions de « semi-citoyens », qui acceptaient mal cette situation.

Le FLN établit une branche armée appelée l'Armée de Libération Nationale (ALN) pour conduire des opérations militaires et des actes de terrorisme, et il exerça un contrôle politique rigoureux sur les deux composantes de l'ALN : les unités de guérilla et les formations en uniforme. Les unités pratiquant une guerre plus conventionnelle opéraient depuis des sanctuaires dans les pays arabes voisins. Ces deux forces armées étaient équipées d'armement léger, mais leurs armes étaient moins efficaces que celles des Français.

Le FLN organisa ses sections politiques et militaires en cellules compartimentées dont les membres, à l'exception des chefs de cellules, n'étaient pas au courant des activités et de l'identité de leurs camarades. Les chefs faisaient la liaison entre deux cellules adjacentes afin d'en coordonner les activités. La cellule type de trois membres comprenait l'« homme de main », qui était responsable de la cellule chargée d'actions violentes, de distribuer des tracts et recruter des adhérents ; le « percepteur », qui dirigeait une cellule chargée de percevoir des taxes pour le soutien de la révolution, fixées par le chef ; et le chef, qui était la seule personne ayant des contacts avec les autres chefs de cellules, recevait des instructions des échelons supérieurs du mouvement et planifiait l'exécution des missions.

L'ALN organisa plus de 30 000 combattants en unités comparables aux formations des armées régulières qui étaient stationnées dans des sanctuaires au Maroc et en Tunisie. Des milliers de volontaires à temps partiel partirent rejoindre ses unités. Quand la guerre commença en 1954, les Français furent confrontés à une organisation bien préparée et prête à se battre. En 1957, l'ALN était devenu une force armée disciplinée comprenant 40 000 combattants.

Les quatre phases de la guerre. Une série d'attaques des insurgés contre des cibles du Gouvernement lors de la célébration de la Toussaint en Algérie le 1er novembre 1954 marqua l'ouverture des hostilités. Le conflit allait évoluer en quatre phases :

Photo AP

Selon les estimations, 40 000 personnes manifestent avec des drapeaux français et des bannières où l'on peut lire : « Algérie française », « De Gaulle au pouvoir » et « Vive Salan et l'Armée », sur le Forum qui fait face au bâtiment du Gouvernement général à Alger, le 16 mai 1958. Le Général Raoul Salan était le Commandant des Forces françaises en Algérie.

● La Phase I (1954-55) fut caractérisée par l'expansion et la croissance du FLN.

● La Phase II (1955-58) fut caractérisée par l'ascension du FLN à un statut de gouvernement fantôme. Il eut alors beaucoup de succès en étendant son influence et son contrôle grâce à une combinaison d'actions terroristes et de tactiques de guérilla, bien que la France ait commencé à mettre le FLN sur la défensive dans le cadre d'une guerre de contre-insurrection très brutale.

● La Phase III (1958-61) fut caractérisée par la destruction presque complète de l'ALN par les forces armées françaises en Algérie. Cependant, alors même que la victoire militaire était sur le point d'être obtenue, la France entama des négociations secrètes visant à accorder l'indépendance à l'Algérie. L'ALN se replia dans ses sanctuaires à l'étranger pour attendre le résultat des négociations, tandis que le FLN s'exilait en Tunisie pour y regrouper ses opérations.

● La Phase IV (1961-62) fut caractérisée par l'obtention de l'indépendance algérienne et une guerre civile entre les forces gouvernementales soutenant le FLN et les derniers partisans de l'Algérie française. Cette phase fut également caractérisée par un exode massif des colons, par le massacre des Algériens autochtones qui avaient lutté auparavant aux côtés de la France et le commencement d'une longue période de tension dans les relations entre les deux pays.

La série apparemment incessante d'attaques qui marqua le début de la guerre provoqua la mort de civils, détruisit des biens et causa la colère de la population. La police était incapable de réprimer à elle toute seule le soulèvement des indépendantistes parce que les terroristes conduisaient leur campagne sur une échelle beaucoup plus grande que ce que le Gouvernement français avait cru possible. Plusieurs milliers d'insurgés y participèrent, au lieu des quelques centaines que la police avait anticipé. La campagne de terrorisme du FLN n'était plus un simple problème de maintien de l'ordre. Elle était devenue une insurrection ressemblant fort à une bataille rangée.

Lignes d'opération stratégiques

Trois lignes d'opération stratégiques étaient clairement essentielles du point de vue des

leçons tirées de cette expérience de la contre-insurrection :

- Maintien de la volonté politique de soutenir le conflit.
- Maintien du contrôle de la population (le centre de gravité pour les deux adversaires).
- Destruction de la structure politique et militaire de l'ennemi à chaque stade du conflit.

Maintien de la volonté politique de soutenir le conflit. Une leçon que la guerre démontre de façon très générale est qu'un pays peut très bien gagner une guerre militairement et la perdre politiquement. La France a gagné la guerre militairement, mais elle l'a perdue politiquement. Si le but de toute guerre est d'atteindre un certain objectif politique final, et pas seulement de battre militairement un ennemi sur le terrain, l'objectif final envisagé fournit le cadre qui dictera tous les autres aspects de la guerre. Un objectif final raisonnable et clairement énoncé produit une unité de pensée et d'action qui permettra de définir les efforts logistiques, administratifs et diplomatiques qui sont nécessaires à mener la guerre à son terme. Un objectif final mal défini, manquant de clarté ou fluctuant produit de la confusion et de la discorde, ce qui ne permet généralement pas d'atteindre le succès désiré.

L'objectif final désiré par la France a changé trois fois en moins de dix ans. L'objectif initial consistait à maintenir une société à deux niveaux dominée par les Français d'origine européenne (qui était en place depuis 1848) ; puis cet objectif changea en 1958 : la France offrit alors la citoyenneté française aux Musulmans en espérant que ceci les inciterait à soutenir le maintien de l'Algérie comme territoire français ; et enfin, en 1960, elle offrit l'autodétermination aux Musulmans en 1960. Ces changements d'objectifs semèrent la discorde dans le pays et causèrent encore plus de chaos. « Comment gaspiller le bénéfice d'une victoire militaire en conséquence de l'absence d'un objectif politique final clair et stable » pourrait bien résumer l'expérience de la guerre d'Algérie dans son ensemble.

La première chose à faire si l'on veut maintenir une volonté politique est de définir un objectif politique final réaliste qui donne de l'espoir à la population et mine la légitimité des insurgés – et il ne faut pas dévier de l'objectif ainsi fixé. Si la population n'adhère pas à ce projet politique, ce n'est pas la peine d'aller plus loin – la guerre est perdue.

L'atteinte d'un tel objectif politique final clair et stable aurait nécessité le maintien de la volonté politique du Gouvernement et du peuple français, et la prise rapide de mesures permettant de rétablir l'ordre en Algérie. En outre, il aurait fallu faire des efforts parallèles dès que possible pour cultiver l'opinion nationale et internationale favorable à cette cause.

Le conflit algérien a démontré qu'un objectif final stable ne peut pas être élaboré par une entité politique instable. L'instabilité politique paralysa la France pendant le conflit algérien. Étant donné qu'il considérait l'Algérie comme un territoire français, le Gouvernement français tenta initialement de traiter le conflit comme une question de maintien de l'ordre, mais ce qui avait commencé comme une simple opération de police se transforma rapidement en une guerre ouverte à laquelle la Quatrième République n'était pas préparée. Le conflit algérien secoua tellement la Quatrième République que le Gouvernement s'effondra.

La réponse tardive de la France au conflit aliéna une partie croissante de la population algérienne au fur et à mesure que le conflit devint plus virulent, et même les Algériens qui n'avaient pas d'opinions très prononcées finirent par se ranger dans le camp des partisans de l'indépendance. Ainsi, le Gouvernement français aliéna la partie de la population qui offrait le meilleur espoir de mettre fin au conflit avec des termes qui lui seraient favorables. Pendant ce temps, le public français ne parvenait pas à décider s'il valait mieux rendre à l'Algérie son statut d'avant-guerre, négocier un nouveau statut d'association dans le cadre d'une communauté d'intérêts ou accepter l'idée de l'indépendance complète pour l'Algérie. L'instabilité politique qui caractérisait le régime parlementaire français conduisit à un changement de régime en France métropolitaine elle-même en 1958.

L'effondrement de la Quatrième République entraîna une nouvelle transformation de l'objectif final envisagé. Le Général Charles de Gaulle revint au pouvoir en mai 1958 et mit fin à la paralysie politique qui avait fait suite à une

tentative de coup d'État par une partie de l'armée française à Alger. Engendrée par la perception d'incompétence dans la direction de l'effort de guerre, cette tentative de coup d'État visait à contraindre le Gouvernement à garder l'Algérie dans le giron de la France. Les chefs de l'armée supposaient que de Gaulle était favorable au maintien de l'Algérie française, et que l'armée avait donc un mandat implicite, quoique vague, pour préserver l'Algérie française. Ils se trompaient.

Avec le recul, nous pouvons voir que la Quatrième République s'est suicidée politiquement en donnant les pleins pouvoirs à de Gaulle. Dès qu'il obtint le contrôle de l'État, il fit rédiger une nouvelle constitution qui lui conférait des pouvoirs exécutifs très larges pour gérer le conflit, et il décida très vite que l'indépendance de l'Algérie était inévitable, en raison des tendances de l'opinion mondiale et de la force du mouvement anticolonial. Il entama des négociations avec le FLN qui aboutirent aux Accords d'Évian en mars 1962. Cependant, le processus de négociation lancé par de Gaulle dut surmonter de nombreux obstacles. Bien que les négociations aient commencé dans le plus grand secret, des éléments d'extrême-droite au sein des forces armées françaises et des colonialistes en furent vite informés, et ils réagirent avec violence. En avril 1961, plusieurs généraux français opposés aux négociations tentèrent un coup d'État militaire. Peu après la conclusion des négociations, des opposants organisèrent une campagne d'attentats à la bombe en Algérie avec l'espoir de bloquer la mise en œuvre des accords.

En bref, la France était paralysée par la situation en Algérie. Aucun des pouvoirs du Gouvernement n'était en mesure de diriger la guerre efficacement ou d'y mettre fin honorablement. Grâce à sa popularité, de Gaulle était le seul politicien ayant suffisamment d'influence publique et politique pour mettre fin à la guerre contre la volonté des militaires et des colonialistes, mais même de Gaulle a dû prendre une série de mesures pour atteindre son but.

La France devait se sortir du bourbier algérien pour pouvoir terminer la reconstruction européenne, moderniser la France et renouveler sa relation avec l'OTAN, mais apparemment de Gaulle pensait qu'il était nécessaire que le FLN subisse une défaite retentissante avant que les négociations pour l'indépendance puissent se développer de façon favorable à la France. Lorsque la situation se transforma en une guerre ouverte, certains généraux (y compris le Général Jacques Massu) à Alger reçurent carte blanche pour lutter contre les insurgés (comme cela fut le cas pendant la Bataille d'Alger, lorsque l'armée commença à perquisitionner dans des résidences particulières et à interpeller des civils). L'urgence de la situation poussa les forces armées sous le commandement du Général Massu à exercer des fonctions de maintien de l'ordre. Comme elle n'avait reçu aucune formation pour s'acquitter de telles tâches, l'Armée employa des méthodes extrêmement brutales qui retournèrent l'opinion publique contre les Français.

Les activistes communistes internationaux, qui considéraient que ce conflit était une guerre impérialiste, et les Américains, qui pensaient qu'il favorisait la montée du communisme, étaient tous opposés à la guerre.

Il s'avéra très difficile d'obtenir suffisamment de soutien pour le conflit. Celui-ci intéressait beaucoup plus les Français que la guerre coloniale en Indochine. Un million de citoyens français vivaient en Algérie, et nombre de ces derniers avaient des relations étroites avec des amis et des membres de leurs familles qui vivaient en France, et l'Algérie était proche. La population française était plus investie en Algérie, et elle suivait de beaucoup plus près ce qui s'y passait. C'est une armée de métier qui avait fait la guerre en Indochine, alors que deux millions de conscrits avaient combattu pendant la guerre d'Algérie. Ces facteurs entraînèrent un déclin du soutien du public pour la guerre.

De plus, le Parti communiste, les mouvements d'extrême-gauche, et de nombreux journalistes et intellectuels (tels que le philosophe Jean-Paul Sartre) contestaient la légitimité de la guerre et critiquaient la façon dont elle était menée. L'utilisation indéniable de la torture fut dénoncée avec véhémence et devint l'un des principaux facteurs qui tournèrent l'opinion française contre la guerre.

Les activistes communistes internationaux, qui considéraient que ce conflit était une guerre impérialiste, et les Américains, qui pensaient qu'il favorisait la montée du communisme, étaient tous opposés à la guerre. Leurs critiques convergèrent pour éroder la confiance de l'opinion publique française et tournèrent l'opinion publique mondiale contre la guerre. La presse joua un rôle crucial dans le processus. Des photographies controversées semèrent le doute quant à la légitimité des actions françaises.

Les Français employèrent des techniques d'opérations psychologiques qui avaient été élaborées et mises au point pendant la Deuxième Guerre mondiale afin d'influencer certaines populations musulmanes essentielles. Cependant, les opérations psychologiques allaient à l'encontre de leurs propres objectifs dans le domaine des idées. Comme les personnes intellectuellement passionnées qui élaborent les méthodes des opérations psychologiques sont souvent des idéologues qui ont des a priori très prononcés, les opérations élaborées pendant des urgences chaotiques peuvent facilement, et de manière tout à fait inappropriée, affaiblir la distinction entre les activités militaires légitimes et les opérations politiques partisanes.

L'emploi très faiblement supervisé de telles méthodes par les forces armées françaises eut pour effet de polariser politiquement des officiers français autrefois respectés, et il peut avoir influencé leur opposition aux dirigeants civils. Après la guerre, les opérations psychologiques furent rayées du vocabulaire des dirigeants militaires français pendant très longtemps. La leçon de tout ceci ? Les officiers supérieurs et leurs maîtres civils doivent limiter les opérations psychologiques avec la plus grande prudence et assurer le contrôle du pouvoir civil sur de telles activités.

Maintien du contrôle de la population. Les Français devaient convaincre les Musulmans d'Algérie, le principal centre de gravité du conflit, que le contrôle français de l'Algérie garantissait leur sécurité, que la modernisation politique et économiques était en cours et que des Musulmans représentant leurs intérêts ethniques et nationaux pourraient occuper des postes de direction politique. Malheureusement, les Français ne comprirent pas suffisamment l'importance de ces impératifs – jusqu'à ce qu'il soit trop tard pour éviter le chaos et la guerre.

La France parvint finalement à reprendre le contrôle des Musulmans d'Algérie, bien que la force ait joué un rôle excessif dans ce processus, mais à ce moment la souveraineté française sur l'Algérie était devenue une chose du passé. Si l'on compare cette insurrection à d'autres, le rapport de forces pour la guerre d'Algérie est inhabituellement favorable aux Français. Les Musulmans n'étaient que huit fois plus nombreux que les Français vivant en Algérie, et ces citoyens français étaient déterminés à garder l'Algérie française à tout prix, au point qu'ils n'ont pas hésiter à coopérer avec les Forces françaises, ou à joindre leurs rangs (les unités de Zouaves composées de colons). De plus, au début du conflit, de nombreux Musulmans étaient favorables à la poursuite de la souveraineté française en Algérie à condition qu'ils puissent devenir des citoyens français à part entière. Ce segment de la population sembla s'étendre jusqu'en 1958, puis il commença à décliner quand il devint apparent qu'un accord sur l'autodétermination allait être conclu.

Les actions des colons qui furent entreprises dans le but de ralentir la modernisation politique et économique dont aurait bénéficié la population musulmane en quête de citoyenneté réduisirent à néant tout avantage démographique que les Français auraient pu gagner s'ils avaient accordé des droits égaux aux Musulmans. Par exemple, la France n'a pas pu appliquer un ambitieux plan de modernisation élaboré en 1954 dans le but d'obtenir le soutien de la population musulmane d'Algérie en raison d'une opposition parlementaire dirigée essentiellement par des forces favorables aux intérêts des colons. De plus, le Gouvernement ne fit pratiquement rien pour mettre fin aux représailles brutales contre les

Musulmans pour se venger des actions terroristes de l'ALN – ou de poursuivre leurs auteurs en justice. L'absence de condamnations, ou même d'enquêtes, à la suite de telles représailles, persuada de nombreux Musulmans que la justice française ne serait jamais appliquée de façon équitable aux Musulmans, quel que soit leur statut civique, et que leur allégeance ne leur apporterait rien, ni socialement, ni politiquement, ni économiquement.

Pour reprendre le contrôle de la population, les Français rétablirent méthodiquement la sécurité village après village, en tentant de convaincre la population que l'insurrection allait être décimée. Ils élaborèrent un plan visant à liquider les rebelles dans tout le pays. Cet effort permit de rétablir l'ordre et la sécurité en 1958 ; les forces françaises étaient alors parvenues à chasser les cadres du FLN de leur base, et les insurgés n'exerçaient plus aucun contrôle physique ou moral des populations urbaines ou rurales. La stratégie de la France visant à étendre son influence et son contrôle nécessitait la connaissance des relations et du lieu de présence physique de virtuellement chaque personne dans le pays.

Pour atteindre ce but, les Français lancèrent un programme de protection urbaine de nature quasi-totalitaire conçu et promu par le Colonel Roger Trinquier. Ce programme identifia les relations familiales par le biais d'un recensement méthodique et exhaustif associé à une politique de maintien de la sécurité par le biais du contrôle des lieux où résidaient tous les membres de toutes les familles. En vertu de ce programme, les chefs traditionnels de chaque famille assumaient la responsabilité des déplacements et de l'adresse de tous les membres de leurs familles. Les membres des familles étaient catalogués sur la base de la famille nucléaire dans chaque logement, puis des relations familiales étendues dans le quartier, le district et la région. À chaque niveau, les Français mirent leur politique de maintien de la sécurité en œuvre en rendant les chefs de famille responsables de savoir où se trouvait chaque membre individuel de leur famille.

Les dirigeants français comprirent aussi l'importance du contrôle de la population. Étant donné que le conflit causait de la destruction et des perturbations économiques qui aggravaient la pauvreté et abaissait le niveau de vie des populations, le FLN s'efforça d'atténuer les injustices et les souffrances des gens afin d'augmenter sa popularité auprès du public. Son gouvernement fantôme en expansion rapide parvint à fournir certains services sociaux dans les régions qui étaient de facto sous son contrôle.

Lorsque les Français commencèrent à déplacer et liquider les cadres et combattants du FLN, les problèmes sociaux s'aggravèrent. Pour tenter de les résoudre, les Français développèrent et déployèrent des Sections Administratives Spéciales (SAS), qu'ils incorporèrent aux unités territoriales à partir de 1958. Ces unités SAS quadrillèrent en secteurs les zones rurales dans lesquelles le Gouvernement avait négligé les services essentiels et aidèrent à fournir des services sociaux et de l'assistance pour combler le vide laissé après la destruction des structures du FLN. Les programmes de modernisation eurent un succès non négligeable localement, et ils contribuèrent à restaurer l'ordre et à contrôler la population, mais ils furent lancés trop tard pour changer le cours du conflit.

Les Français tirèrent des leçons importantes de cet échec, essentiellement qu'il était essentiel de :

- déterminer ce qui a incité la population locale à soutenir les insurgés (souvent de la frustration causée par une baisse du niveau de vie et le manque – ou l'administration inadéquate – de services publics) ;
- déployer des éléments tels que les SAS dès que possible après le début du conflit (pendant que la population ne soutient pas encore ouvertement l'insurrection) ;
- faire l'équilibre entre la promotion opportuniste des divisions entre divers segments de la population et la restauration de l'ordre public grâce à la réconciliation entre ces divers segments de la population autochtone.

La population musulmane de l'Algérie pouvait facilement être divisée – Berbères contre Arabes, zones urbaines contre zones rurales, classe moyenne naissante contre paysans pauvres, et fracture entre les insurgés et les collaborateurs indigènes (appelés *harkis*) qui combattaient au sein de l'Armée française. Les divisions que les Français avaient délibérément encouragées étaient tellement profondes qu'aucune réconciliation ne s'avéra possible après le début de la guerre civile en 1962. Ces divisions ont eu entre autres

conséquences un exode massif de colons vers la France et le massacre de milliers de harkis (essentiellement abandonnés par la France et considérés comme des traîtres par le FLN).

Autre leçon apprise : la responsabilisation précoce de l'élite contribue à créer un sens d'espoir pour l'avenir dans le reste de la population. Mais la France attendit trop longtemps pour inclure l'élite musulmane dans le processus politique. Elle manqua une bonne occasion de le faire en 1945, quand elle mit en détention des opposants modérés au lieu d'accepter de promouvoir un régime qui aurait donné aux Musulmans la possibilité d'acquérir à terme la nationalité française à part entière. Lorsque la France offrit finalement le statut de citoyen aux Musulmans en 1958, il était déjà pratiquement trop tard. La plus grande partie de l'élite musulmane qui aurait été susceptible d'adopter la nationalité française à part entière avait été massacrée par le FLN ou avait rejoint ses rangs. Parce que la France ne prit pas les décisions difficiles, mais nécessaires, en temps voulu, elle créa un vide politique que le FLN et ses partisans comblèrent très vite.

Destruction de la structure politique et militaire de l'ennemi. La destruction totale des unités militaires des insurgés et la liquidation de leurs structures politiques constituaient des étapes intermédiaires essentielles pour assurer un contrôle permanent de la population. La structure organisationnelle des forces armées, la gestion du service de renseignement et un emploi rigoureux des principes de contre-insurrection enseignés par l'expérience indochinoise furent des facteurs cruciaux qui permirent de liquider la structure politique et militaire des insurgés.

Le commandement français et la structure du contrôle en Algérie à l'époque étaient tout à fait appropriés pour lutter contre l'insurrection. Ils étaient parallèles au système français existant d'administration civile, ce qui contribuait à assurer l'unité de commandement à l'appui des opérations. Les trois principaux secteurs de l'Algérie (*igamies*) correspondaient aux trois corps d'armée français, ses 15 départements aux 15 divisions de la France et ses 72 arrondissements aux 72 régiments.

Les unités militaires françaises en Algérie étaient à hauteur de 90 pour cent des unités mobiles et d'infanterie légère, des forces capables et adaptables pour lutter contre des insurgés ne possédant que des armes légères. Une réserve de corps d'armée pouvait être appelée en renfort si besoin est au niveau opérationnels pour leur apporter de l'assistance. Des formations de troupes autochtones renforçaient chaque niveau organisationnel pour obtenir des informations et pour effectuer des opérations de recherche et de sauvetage. Certaines unités de type commando étaient composées intégralement de Musulmans. Le FLN craignait particulièrement ces unités. Après la fin de la guerre, de nombreux membres de ces unités qui étaient restés fidèles à la France furent assassinés par le FLN.

Les forces armées modernes n'ont eu d'autre choix que d'adapter leur structure à la nature de la guérilla. L'Armée de l'air tira les leçons de la guerre en Indochine. Les unités de l'Armée de terre dépendaient dans une très large mesure du concours de l'Armée de l'air pour assurer leur mobilité opérationnelle et pour fournir un appui aérien direct en cas de confrontation. Des bimoteurs à pistons furent remis en service pour assurer cet appui aérien étant donné que les avions à réaction s'étaient avérés trop rapides et trop peu maniables pour être efficaces. Certains pilotes qui avaient reçu leur formation sur des jets ont dû réapprendre comment utiliser ces appareils plus anciens. Les forces terrestres furent restructurées en unités plus petites et plus flexibles, avec une puissance de feu comparable à celle des anciens régiments.

Les deux ennemis dans cette guerre identifièrent correctement la population comme étant le centre de gravité. Une grande partie des combats eurent lieu au sein de la population, où les insurgés et les éléments terroristes se mêlaient librement et étaient difficiles à repérer. Après avoir liquidé les forces ennemies, les unités militaires françaises devaient occuper et administrer les régions habitées que l'ennemi contrôlait auparavant ; elles ne pouvaient pas se permettre de les abandonner. Les zones abandonnées retombaient très vite aux mains de l'ennemi. Quiconque avait semblé sympathiser avec les Français ou même qui était resté neutre s'exposait au courroux du FLN. Les assassinats à titre de vengeance terrorisaient le reste de la population et forçaient celle-ci à se soumettre, décourageant ainsi toute future collaboration avec les forces françaises.

Néanmoins, le contrôle du terrain était très important. La politique consistant à regrouper les populations rurales dans des hameaux stratégiques avait pour effet d'abandonner des régions entières où les rebelles avaient toute liberté d'action. Les forces françaises effectuèrent des opérations intensives de recherche et de destruction. Des commandos de harkis qui parlaient la langue locale et connaissaient à la fois la culture et le terrain y pourchassèrent les insurgés.

Pour obtenir une victoire durable, il fallait aussi liquider le gouvernement fantôme des insurgés. Après avoir liquidé les structures militaires et politiques du FLN dans un village, les Français mettaient en place des administrations villageoises pro-françaises et mettaient en œuvre des programmes visant à former des forces d'autodéfense pour aider à assurer la sécurité.

Collecte d'informations. La collecte des informations pose des problèmes spéciaux. Dans des circonstances conventionnelles, elle nécessite généralement l'interrogation d'ennemis en uniforme en vertu des Lois de la guerre telles qu'elles ont été codifiées par des traités internationaux. Cependant, les insurrections sont généralement associées à du terrorisme et à des activités criminelles. Il n'est pas facile de trouver des ennemis qui se cachent au sein de la population ou parmi des réfugiés qui ne portent pas d'uniformes. Il est encore moins facile de séparer les criminels des combattants légitimes. Le statut juridique des terroristes selon la loi est différent de celui des combattants légitimes (y compris les forces dont les membres ne portent pas d'uniforme mais sont armés au vu et au su de tout le monde sans toutefois être engagés dans des pratiques interdites). Ce statut juridique distinct a fourni une excuse pour justifier des méthodes qui seraient illégales par ailleurs.

Les Français ont utilisé deux méthodes d'interrogation pour obtenir des renseignements : la torture quand ils avaient besoin de tels renseignements rapidement, et les interrogatoires standard quand ils n'en avaient pas besoin rapidement. La police était complètement dépassée et la situation semblait incontrôlable. La pression pour obtenir des informations ponctuelles qui était créée par une campagne intensive d'attentats à la bombe par des terroristes convainquit le Général Massu de l'utilité d'autoriser des méthodes de torture opportunes. La torture n'était pas utilisée par toutes les unités. Certaines unités refusèrent d'y recourir. Certains soldats qui avaient été torturés par la Gestapo acceptèrent la torture comme un moyen incontournable d'obtenir des informations, tandis que d'autres qui avaient subi les mêmes sévices ne l'acceptèrent pas. Les autorités politiques françaises appuyèrent discrètement la décision de recourir à la torture.

La torture produisit de bons résultats à court terme. Après les sessions de torture, une analyse approfondie et systématique permit de découvrir toutes les structures du FLN et de l'ALN cellule par cellule, et ces cellules furent systématiquement liquidées. La torture des suspects fut la clé du succès militaire à court terme et contribua à la destruction du FLN. Néanmoins, les révélations publiques de l'emploi de la torture par les forces françaises eurent des conséquences politiques catastrophiques. La Torture ne s'avéra pas efficace politiquement du point de vue de la lutte contre l'insurrection. Elle eut des effets moraux et psychologiques négatifs de longue durée pour la population impliquée, et également pour les soldats et les citoyens de la France. Dans la pratique, la torture s'est avérée tellement corrosive sur le plan moral qu'elle a eu un effet contre-productif.

En bref, la collecte d'informations en Algérie a nécessité l'emploi de techniques efficaces de contrôle de la population. Ceci impliquait :

- Un recensement précis.
- L'utilisation de membres de la population locale pour infiltrer les cellules.
- Des méthodes d'interrogation efficaces incluant la torture si nécessaire.

Cependant, les interrogations allèrent trop loin en ce que sens qu'elles s'avérèrent moralement et politiquement corrosives, ce qui fut contre-productif à long terme. Néanmoins, les opérations qui furent rendues possibles par la collecte de telles informations furent couronnées de succès à court terme parce qu'elles forcèrent la population musulmane à la soumission.

Les ingénieurs des services spéciaux français parvinrent à provoquer des tueries sauvages au sein même du FLN. Ils le firent en manipulant des informations introduites par des agents qui avaient réussi à infiltrer des cellules.

La France vainquit les formations militaires du FLN en utilisant quatre lignes d'opérations tactiques, qui consistèrent à :

Les Français ont utilisé deux méthodes d'interrogation pour obtenir des renseignements : la torture quand ils avaient besoin de tels renseignements rapidement, et les interrogatoires standard quand ils n'en avaient pas besoin rapidement.

- couper le soutien externe reçu de pays voisins ;
- faire le nécessaire pour gagner le conflit dans l'environnement urbain, ce qui fit perdre au FLN le contrôle des villes ;
- faire le nécessaire pour gagner le conflit dans les zones rurales, notamment en facilitant la formation d'organisations de défense civile dans les villages isolés ;
- utiliser des techniques de recherche et de destruction efficaces dans les camps de réfugiés.

Les formations régulières de l'ALN avaient besoin de se replier en Tunisie et au Maroc pour y trouver refuge. En Tunisie, l'ALN algérienne avait aussi des bases à partir desquelles elle pouvait organiser des attaques transfrontalières et préparer des missions d'approvisionnement pour les rebelles de l'intérieur qui faisaient de la guérilla urbaine. Pour couper les voies de communication et de réapprovisionnement, les Français construisirent la Ligne Morice, une barrière longue de plus de 300 kilomètres le long de la frontière tunisienne qui combinait une clôture et des unités mobiles mécanisées de recherche et destruction soutenues par de l'artillerie et complémentées par des fouilles et contrôles aux aéroports et dans les ports pour interdire l'importation d'armes.

Ces mesures allaient aider les Français ultérieurement à recourir à des actions secrètes, si possible, contre les pays qui apportaient leur appui aux groupes de terroristes ou d'insurgés. Le secret de telles opérations contribua à minimiser les critiques d'autres pays et à réduire la pression politique. Les Français utilisèrent des opérations secrètes pour détruire des cargaisons d'armes et pour neutraliser le soutien apporté au FLN depuis l'extérieur.

En Algérie, le contrôle des zones urbaines assurait la légitimité. Pour essayer de s'assurer une telle légitimité, le FLN exerça un contrôle administratif sur les centres urbains et il sapa simultanément l'autorité du Gouvernement en perturbant les services de sécurité et d'autres services essentiels. Pour vaincre le FLN, le Gouvernement français devait saisir et contrôler ces zones urbaines, et liquider en même temps le gouvernement fantôme du FLN.

Le Général Massu fut choisi pour diriger une force de police ad hoc, *in extremis,* ainsi que les forces armées, et il reçut également des pouvoirs civils de maintien de l'ordre à l'intérieur pour assurer l'unité de commandement. Une fois constituée, cette force commença à se servir des informations qui avaient été recueillies dans le cadre du recensement pour aider à élaborer des plans d'action contre les insurgés. La Bataille d'Alger commença alors.

La Bataille d'Alger

En réponse à la menace d'une grève générale le 7 janvier 1957, le préfet d'Alger conféra aux forces du Général Massu des pouvoirs de police habituellement réservés aux autorités civiles.

Lors de la première phase de la Bataille d'Alger, les Français cassèrent la grève organisée par le FLN, lancèrent des mesures de contrôle de la population et s'engagèrent dans une lutte sur le terrain en utilisant des patrouilles, des cordons et des opérations de perquisition, ainsi que des postes de contrôle tenus par des transfuges du FLN. Parallèlement, des agents secrets détruisaient des réseaux de l'ennemi.

En l'espace de quelques semaines seulement, la France parvint à détruire les structures politiques et militaires du FLN, démantela son réseau de fabrication de bombes et tua ou neutralisa 1 827 *fellaghas* (hors-la-loi), dont

Photo AP

Des hommes et des femmes de confession musulmane portent le drapeau de leur nouveau pays lors d'une célébration dans les rues d'Oran, Algérie, le 3 juillet 1962, avec un défilé marquant la libération du pays après 132 ans d'occupation par la France.

253 meurtriers et approximativement 200 terroristes. Pendant ces actions de stabilisation, les forces françaises ne subirent que très peu de pertes (deux morts et cinq blessés) – une victoire retentissante au premier abord. Les facteurs décisifs pour ce succès militaire dans la bataille furent :

- La déclaration de l'état d'urgence, qui permit au Général Massu de recevoir des pouvoirs de police lui permettant de faire des perquisitions dans des résidences et de mettre des suspects en détention provisoire.
- L'unité et la liberté d'action des forces armées, de l'administration, de la police et de tous les services, y compris les services secrets.
- Le contrôle de la population rendu possible par le recensement.
- Une collecte efficace d'informations grâce à l'infiltration de cellules ennemies.
- La destruction de réseaux terroristes.
- L'emploi de techniques d'interrogation brutales.
- L'emploi d'un plan de quadrillage qui découpa la Casbah comme on découpe un gâteau.

Malheureusement, les succès en ce qui concerne le contrôle de la population ne durèrent guère. Le FLN reconstruisit rapidement son organisation, ce qui força la France à s'engager dans une nouvelle phase de la Bataille d'Alger afin d'éradiquer l'ennemi une fois de plus.

La seconde phase de la Bataille ressembla plus à une opération de police ; elle ne nécessita que le soutien d'un seul régiment de parachutistes. Le succès fut dans une large mesure le produit d'une campagne de désinformation conçue et promue par le Capitaine Paul-Alain Léger, dans le cadre de laquelle des agents infiltrèrent le FLN et firent courir des bruits qui eurent pour effet que les membres du FLN n'eurent plus confiance en personne. Il s'ensuivit une série d'actes de violence extrêmement destructeurs à l'intérieur des réseaux secrets du FLN. La campagne de désinformation convainquit le FLN d'exécuter un grand nombre de traîtres soupçonnés dans ses rangs.

Les Français prirent des mesures brutales pour assurer la sécurité à Alger et dans les autres grands centres urbains, mais ce succès tactique ne

fut obtenu qu'à un prix politique et moral élevé. Certaines des tactiques utilisées pour mener la lutte convertirent la victoire en un désastre moral qui eut des effets négatifs durables en matière de soutien du public.

Conclusion

L'étude de la Guerre d'Algérie est utile pour les analystes contemporains des guerres révolutionnaires et de la contre-insurrection. Son histoire révèle beaucoup des mêmes sources profondes de conflit et les mêmes complexités que celles que l'on constate dans la situation actuelle en ce qui concerne la sécurité dans le monde. Les traditions persistantes, les attentes et les politiques d'une ancienne puissance coloniale ont été la source du conflit. La guerre aurait-elle pu être gagnée si la France avait géré la situation de façon plus réaliste d'un point de vue politique ?

Une leçon importante qui ressort de ce conflit est le fait qu'un objectif politique final clair est essentiel pour façonner tous les aspects de la conduite d'une telle guerre : si l'objectif final n'est pas clair, l'emploi de la force est souvent inutile au mieux, et contre-productif au pire. De plus, le conflit a mis en évidence le besoin d'équilibrer le besoin de recours à la force avec des mesures visant à gagner la confiance de la population. La France parvint finalement à contrôler la population, mais elle n'a jamais réussi à la rallier complètement à sa cause. Les forces françaises firent beaucoup pour alléger les souffrances infligées aux populations par des opérations de recherche et destruction, mais l'emploi de méthodes brutales pour obtenir des informations (c. à d., la torture ou des menaces de violence) ne servit qu'à traumatiser la population musulmane pour la faire obéir, mais en fin de compte cette politique l'aliéna complètement à long terme. Les problèmes moraux et techniques causés par des interrogatoires brutaux généralisés affectèrent négativement la conduite de la guerre par la France et ne sont toujours pas résolus aujourd'hui à de nombreux égards.

Une dernière leçon de la guerre est le fait que dans n'importe quel environnement de contre-insurrection, il est vraisemblable que l'ordre ancien a disparu pour toujours ; le conflit représente la naissance d'un nouvel ordre des choses – et non une opportunité de retour à l'ordre ancien ; et pour gagner la bataille il faut savoir accepter, adapter et façonner le nouvel ordre des choses, et non tenter de retourner en arrière.

Les principales leçons tirées du conflit sont à la base des principes d'opération de l'Armée française aujourd'hui. Ces principes incluent la reconnaissance des besoins suivants :

- Conférer un degré élevé d'autonomie opérationnelle aux unités évoluant dans un tel environnement.
- Exiger que les unités restent en contact étroit avec la population pour promouvoir la compréhension de leurs actions et pour éviter de s'aliéner la population et de perdre de vue l'objectif politique final.
- Former des troupes issues de la population locale pour assurer sa loyauté à la cause et pour pouvoir donner plus de liberté d'action aux forces ainsi constituées.

La France continue à appliquer les leçons tirées de la Guerre d'Algérie dans toute l'Afrique et ailleurs quatre décennies après la fin du conflit au cours duquel elles ont été apprises.

La Guerre d'Algérie a laissé derrière elle un héritage mixte au sein de l'Armée française. Elle a été caractérisée par deux tentatives de coups d'État et par des méthodes brutales de collecte d'informations, ainsi que par des malentendus entre les politiciens et certains segments de l'armée en raison de l'existence de programmes parallèles pour la poursuite de la guerre.

Enfin, étant donné que l'Algérie a obtenu son indépendance au milieu d'une guerre civile qui ne put être résolue qu'au bout de nombreuses années, ses rapports avec la France ont été très complexes et chaotiques, un mélange d'amour et de haine. La page est en train d'être tournée actuellement, ce qui est la meilleure chose qui puisse se produire pour l'avenir de la France comme de l'Algérie.***MR***

NOTES

1. Étude de pays sur l'Algérie, Library of Congress.
2. La composante islamique de l'insurrection algérienne ne doit pas être confondue avec l'intégrisme islamique qui réclame l'application du Droit islamique par les gouvernements actuels, et contre lequel le FLN moderne a également lutté avec acharnement pendant les années 1990.